

CAMERA DEI DEPUTATI N. 1609

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

nella seduta del 17 aprile 1984 (Stampato n. 304)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(ANDREOTTI)

DI CONCERTO COL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
(MARTINAZZOLI)

COL MINISTRO DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA
(LONGO)

COL MINISTRO DELLE FINANZE
(VISENTINI)

COL MINISTRO DEL TESORO
(GORIA)

COL MINISTRO DELL'INDUSTRIA, DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO
(ALTISSIMO)

COL MINISTRO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO
(CAPRIA)

COL MINISTRO DELLE PARTECIPAZIONI STATALI
(DARIDA)

E COL MINISTRO PER IL COORDINAMENTO DELLE INIZIATIVE
PER LA RICERCA SCIENTIFICA E TECNOLOGICA
(GRANELLI)

—

Ratifica ed esecuzione dell'atto costitutivo dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale (UNIDO), con allegati, adottato a Vienna l'8 aprile 1979

*Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica alla Presidenza della Camera
il 19 aprile 1984*

PAGINA BIANCA

DISEGNO DI LEGGE

—

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'atto costitutivo dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale (UNIDO), con allegati, adottato a Vienna l'8 aprile 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 25 dell'atto stesso.

Art. 3.

Con riferimento ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 21, riguardante i privilegi e le immunità, gli emolumenti corrisposti dall'Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale (UNIDO) ai propri dipendenti cittadini italiani o residenti permanenti in Italia, in esenzione della imposizione sul reddito, sono presi in considerazione ai fini del calcolo delle imposte dovute sui redditi provenienti da altre fonti.

Art. 4.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 3.000.000.000 per l'anno 1984, si provvede mediante riduzione del capitolo n. 9005 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno medesimo.

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

PAGINA BIANCA

**ACTE CONSTITUTIF DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

PAGINA BIANCA

PREAMBULE

Les Etats parties au présent Acte constitutif,

Agissant conformément à la Charte des Nations Unies,

Ayant présents à l'esprit les objectifs généraux des résolutions adoptées à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à l'instauration d'un Nouvel Ordre économique international, de la Déclaration et du Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, adoptés par la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et de la résolution de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies relative au développement et à la coopération économique internationale,

Déclarant que :

Il est nécessaire d'instaurer un ordre économique et social juste et équitable, ce qu'il faudrait réaliser en éliminant les inégalités économiques, en établissant des relations économiques internationales rationnelles et équitables, en opérant des changements sociaux et économiques dynamiques et en favorisant les modifications structurelles nécessaires dans le développement de l'économie mondiale,

L'industrialisation est un instrument dynamique de croissance essentiel au développement économique et social accéléré, notamment des pays en développement, à l'amélioration du niveau de vie et de la qualité de la vie des populations de tous les pays, ainsi qu'à l'instauration d'un ordre économique et social équitable,

Tous les pays ont le droit souverain de s'industrialiser et tout processus d'industrialisation doit viser de manière générale à assurer un développement socio-économique auto-entretenu et intégré et devrait comporter les changements requis pour assurer une participation juste et effective de tous les peuples à l'industrialisation de leur pays,

La coopération internationale en vue du développement représentant l'objectif et le devoir communs de tous les pays, il est essentiel de promouvoir l'industrialisation au moyen de toutes les mesures concertées possibles, y compris la mise au point, le transfert et l'adaptation de technologies aux niveaux global, régional et national, ainsi qu'au niveau des différents secteurs,

Tous les pays, quel que soit leur système économique et social, sont résolus à promouvoir le bien-être commun de leurs peuples grâce à des mesures individuelles et collectives visant à développer la coopération économique internationale sur la base de l'égalité souveraine, à renforcer l'indépendance économique des pays en développement, à assurer à ces pays une part équitable dans la production industrielle mondiale et à contribuer à la paix internationale et à la sécurité et à la prospérité de toutes les nations, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies,

Ayant présents à l'esprit ces idées directives,

Désireux d'établir, aux termes du Chapitre IX de la Charte des Nations Unies, une institution spécialisée portant le nom d'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (ci-après dénommée "l'Organisation") qui devra jouer le rôle central et être responsable d'examiner et de promouvoir la coordination de toutes les activités menées dans le domaine du développement industriel par les organismes des Nations Unies, conformément aux attributions que la Charte des Nations Unies confère au Conseil économique et social, ainsi qu'aux accords applicables en matière de relations,

Convient du présent Acte constitutif.

CHAPITRE PREMIER

OBJECTIFS ET FONCTIONS

Article premierObjectifs

L'Organisation a pour principal objectif de promouvoir et d'accélérer le développement industriel dans les pays en développement en vue de contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elle promeut aussi le développement et la coopération industriels aux niveaux global, régional et national, de même qu'au niveau sectoriel.

Article 2Fonctions

Pour atteindre ses objectifs susmentionnés, l'Organisation prend, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires et appropriées et, en particulier :

- a) Favorise et fournit, selon les besoins, une assistance aux pays en développement, pour la promotion et l'accélération de leur industrialisation, et en particulier pour le développement, l'expansion et la modernisation de leurs industries;
- b) Conformément à la Charte des Nations Unies, suscite, coordonne et suit les activités des organismes des Nations Unies en vue de permettre à l'Organisation de jouer un rôle central de coordination dans le domaine du développement industriel;
- c) Crée de nouveaux concepts et approches, et développe les concepts et approches existants, applicables au développement industriel aux niveaux global, régional et national, ainsi qu'au niveau des différents secteurs, et exécute des études et des enquêtes tendant à formuler de nouvelles lignes d'action en vue d'un développement industriel harmonieux et équilibré, en tenant dûment compte des méthodes employées par les pays ayant des systèmes sociaux et économiques différents pour résoudre les problèmes de l'industrialisation;

d) Promeut et favorise l'élaboration et l'utilisation de techniques de planification, et contribue à la formulation de programmes de développement et de programmes scientifiques et technologiques ainsi que de plans pour l'industrialisation dans les secteurs public, coopératif et privé;

e) Favorise l'élaboration d'une approche intégrée et interdisciplinaire en vue de l'industrialisation accélérée des pays en développement, et y contribue;

f) Constitue une enceinte et un instrument au service des pays en développement et des pays industrialisés pour leurs contacts, leurs consultations et, à la demande des pays intéressés, pour leurs négociations tendant à l'industrialisation des pays en développement;

g) Assiste les pays en développement dans la création et la gestion d'industries, y compris d'industries liées à l'agriculture et d'industries de base, afin de parvenir à la pleine utilisation des ressources naturelles et humaines localement disponibles, d'assurer la production de biens destinés aux marchés intérieurs et à l'exportation, et de contribuer à l'autonomie économique de ces pays;

h) Sert de centre d'échanges d'informations industrielles et, en conséquence, rassemble et contrôle de façon sélective, analyse et élabore aux fins de diffusion, des données concernant tous les aspects du développement industriel aux niveaux global, régional et national ainsi qu'au niveau des différents secteurs, y compris les échanges portant sur les données d'expérience et les réalisations technologiques des pays industriellement développés et des pays en développement dotés de systèmes sociaux et économiques différents;

i) Consacre une attention particulière à l'adoption de mesures spéciales visant à aider les pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires, ainsi que les pays en développement les plus gravement touchés par des crises économiques ou des catastrophes naturelles, sans perdre de vue les intérêts des autres pays en développement;

j) Promeut et favorise l'élaboration, la sélection, l'adaptation, le transfert et l'utilisation de technologies industrielles, et y contribue, compte tenu de la situation socio-économique et des besoins particuliers des

industries concernées, en prenant particulièrement en considération le transfert de technologies des pays industrialisés aux pays en développement, ainsi qu'entre pays en développement eux-mêmes;

k) Organise et favorise des programmes de formation industrielle visant à aider les pays en développement à former le personnel technique et les autres personnels appropriés nécessaires à divers stades pour leur développement industriel accéléré;

l) Donne des conseils et une assistance, en étroite coopération avec les organismes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux pays en développement pour l'exploitation, la conservation et la transformation sur place de leurs ressources naturelles en vue de favoriser l'industrialisation de ces pays;

m) Fournit des installations pilotes et de démonstration en vue d'accélérer l'industrialisation de secteurs particuliers;

n) Elabore des mesures spéciales destinées à promouvoir la coopération dans le domaine industriel entre les pays en développement ainsi qu'entre ces pays et les pays développés;

o) Contribue, en coopération avec d'autres organismes appropriés, à la planification régionale du développement industriel des pays en développement dans le cadre des groupements régionaux et sous-régionaux de ces pays;

p) Favorise et promeut la création et le renforcement d'associations industrielles, commerciales et professionnelles, et d'organisations analogues qui faciliteraient la pleine utilisation des ressources internes des pays en développement en vue de développer leurs industries nationales;

q) Contribue à la création et à la gestion d'une infrastructure institutionnelle en vue de fournir à l'industrie des services de réglementation, de conseil et de développement;

r) Contribue, à la demande des gouvernements des pays en développement, à l'obtention de capitaux extérieurs pour le financement de projets industriels donnés, à des conditions justes, équitables et mutuellement acceptables.

CHAPITRE II

PARTICIPATION

Article 3Membres

La qualité de Membre de l'Organisation est accessible à tous les Etats qui adhèrent à ses objectifs et à ses principes :

a) Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique peuvent être admis comme Membres de l'Organisation en devenant parties au présent Acte constitutif conformément à l'Article 24 et au paragraphe 2 de l'Article 25;

b) Les Etats autres que ceux visés à l'alinéa a) peuvent être admis comme Membres de l'Organisation en devenant parties au présent Acte constitutif conformément au paragraphe 3 de l'Article 24 et à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'Article 25, après que leur admission a été approuvée par la Conférence, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, sur recommandation du Conseil.

Article 4Observateurs

1. Le statut d'observateur auprès de l'Organisation est reconnu, sur leur demande, aux observateurs auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, la Conférence est habilitée à inviter d'autres observateurs à participer aux travaux de l'Organisation.

3. Les observateurs sont autorisés à participer aux travaux de l'Organisation conformément aux règlements intérieurs pertinents et aux dispositions du présent Acte constitutif.

Article 5Suspension

1. Tout Membre de l'Organisation qui est suspendu de l'exercice de ses droits et privilèges de Membre de l'Organisation des Nations Unies est automatiquement suspendu de l'exercice des droits et privilèges de Membre de l'Organisation.

2. Tout Membre qui est en retard dans le paiement de sa contribution à l'Organisation ne peut participer aux scrutins de l'Organisation si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur aux contributions mises en recouvrement et dues par lui pour les deux exercices financiers précédents. Tout organe peut néanmoins autoriser ce Membre à voter en son sein s'il constate que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté dudit Membre.

Article 6Retrait

1. Un Membre peut se retirer de l'Organisation en déposant un instrument de dénonciation du présent Acte constitutif auprès du Dépositaire.

2. Ce retrait prend effet le dernier jour de l'exercice financier suivant l'exercice au cours duquel ledit instrument a été déposé.

3. Les contributions à verser par le Membre qui se retire pour l'exercice financier suivant l'exercice au cours duquel le retrait a été notifié sont les mêmes que les contributions mises en recouvrement pour l'exercice financier au cours duquel cette notification a été faite. Le Membre qui se retire s'acquitte en outre de toute contribution volontaire non assortie de conditions qu'il a annoncées avant de notifier son retrait.

CHAPITRE III

ORGANES

Article 7Organes principaux et organes subsidiaires

1. Les principaux organes de l'Organisation sont :
 - a) La Conférence générale (dénommée "la Conférence");
 - b) Le Conseil du développement industriel (dénommé "le Conseil");
 - c) Le Secrétariat.
2. Il est créé un Comité des programmes et des budgets pour aider le Conseil à préparer et à examiner le programme de travail, le budget ordinaire et le budget opérationnel de l'Organisation ainsi que d'autres questions financières intéressant l'Organisation.
3. D'autres organes subsidiaires, notamment des comités techniques, peuvent être créés par la Conférence ou par le Conseil, qui tiennent dûment compte du principe d'une représentation géographique équitable.

Article 8Conférence générale

1. La Conférence se compose des représentants de tous les Membres.
2.
 - a) La Conférence tient une session ordinaire tous les deux ans, à moins qu'elle n'en décide autrement. Elle est convoquée en session extraordinaire par le Directeur général, sur la demande du Conseil ou de la majorité de tous les Membres.
 - b) La Conférence tient sa session ordinaire au Siège de l'Organisation, à moins qu'elle n'en décide autrement. Le Conseil détermine le lieu où doivent se tenir les sessions extraordinaires.
3. Outre les autres fonctions spécifiées dans le présent Acte constitutif, la Conférence :

- a) Détermine les principes directeurs et les orientations générales de l'Organisation;
 - b) Examine les rapports du Conseil, du Directeur général et des organes subsidiaires de la Conférence;
 - c) Approuve le programme de travail, le budget ordinaire et le budget opérationnel de l'Organisation conformément aux dispositions de l'Article 14, fixe le barème des quotes-parts conformément aux dispositions de l'Article 15, approuve le règlement financier de l'Organisation et contrôle l'utilisation effective des ressources financières de l'Organisation;
 - d) Est habilitée à adopter, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, des conventions ou des accords portant sur toute question relevant de la compétence de l'Organisation, et à faire des recommandations aux Membres au sujet de ces conventions ou accords;
 - e) Fait des recommandations aux Membres et aux organisations internationales sur des questions qui relèvent de la compétence de l'Organisation;
 - f) Prend toute autre mesure appropriée pour permettre à l'Organisation de promouvoir ses objectifs et de remplir ses fonctions.
4. La Conférence peut déléguer au Conseil ceux de ses pouvoirs et fonctions qu'elle considère souhaitable de déléguer, à l'exception de ceux qui sont prévus à l'alinéa b) de l'Article 3; à l'Article 4; aux alinéas a), b), c) et d) du paragraphe 3 de l'Article 8; au paragraphe 1 de l'Article 9; au paragraphe 1 de l'Article 10; au paragraphe 2 de l'Article 11; aux paragraphes 4 et 6 de l'Article 14; à l'Article 15; à l'Article 18; à l'alinéa b) du paragraphe 2 et à l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'Article 23; et à l'Annexe I.
5. La Conférence établit son règlement intérieur.
6. Chaque Membre dispose d'une voix à la Conférence. Les décisions sont prises à la majorité des Membres présents et votants, sauf disposition contraire du présent Acte constitutif ou du règlement intérieur de la Conférence.

Article 9Conseil du développement industriel

1. Le Conseil comprend cinquante-trois Membres de l'Organisation élus par la Conférence, laquelle tient dûment compte du principe d'une représentation géographique équitable. Pour l'élection des membres du Conseil, la Conférence adopte la répartition des sièges suivante : trente-trois membres du Conseil sont élus parmi les Etats énumérés dans les parties A et C de l'Annexe I au présent Acte constitutif, quinze parmi les Etats énumérés dans la partie B et cinq parmi les Etats énumérés dans la partie D.
2. Les membres du Conseil sont en fonction à partir de la clôture de la session ordinaire de la Conférence à laquelle ils ont été élus jusqu'à la clôture de la session ordinaire de la Conférence quatre ans plus tard, étant entendu toutefois que les membres élus à la première session sont en fonction à partir de cette élection et que la moitié d'entre eux ne sont en fonction que jusqu'à la clôture de la session ordinaire qui se tient deux ans après. Les membres du Conseil sont rééligibles.
3. a) Le Conseil tient au moins une session ordinaire par an, au moment qu'il détermine. Il est convoqué en session extraordinaire par le Directeur général, sur la demande de la majorité des membres du Conseil.
b) Les sessions se tiennent au Siège de l'Organisation, sauf décision contraire du Conseil.
4. Outre les autres fonctions spécifiées dans le présent Acte constitutif et celles qui lui sont déléguées par la Conférence, le Conseil :
 - a) Agissant sous l'autorité de la Conférence, suit la réalisation du programme de travail approuvé et du budget ordinaire ou du budget opérationnel correspondant ainsi que des autres décisions de la Conférence;
 - b) Recommande à la Conférence un barème des quotes-parts pour les dépenses imputables sur le budget ordinaire;
 - c) Fait rapport à la Conférence à chaque session ordinaire sur les activités du Conseil;
 - d) Prie les Membres de fournir des renseignements sur leurs activités intéressant les travaux de l'Organisation;

e) Conformément aux décisions de la Conférence et compte tenu des événements qui peuvent se produire entre les sessions du Conseil ou de la Conférence, autorise le Directeur général à prendre les mesures que le Conseil considère nécessaires pour répondre aux situations imprévues, compte dûment des fonctions et des ressources financières de l'Organisation;

f) Si le poste de Directeur général devient vacant entre les sessions de la Conférence, désigne un Directeur général par intérim pour remplir cette fonction jusqu'à la session ordinaire ou extraordinaire suivante de la Conférence;

g) Etablit l'ordre du jour provisoire de la Conférence;

h) S'acquitte des autres fonctions qui peuvent être nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Organisation, sous réserve des limitations stipulées dans le présent Acte constitutif.

5. Le Conseil établit son règlement intérieur.

6. Chaque membre dispose d'une voix au Conseil. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents et votants, sauf disposition contraire du présent Acte constitutif ou du règlement intérieur du Conseil.

7. Le Conseil invite tout Membre non représenté en son sein à participer, sans droit de vote, à ses délibérations sur toute question intéressant particulièrement ledit Membre.

Article 10

Comité des programmes et des budgets

1. Le Comité des programmes et des budgets comprend vingt-sept Membres de l'Organisation, élus par la Conférence, laquelle tient dûment compte du principe d'une représentation géographique équitable. Pour l'élection des membres du Comité, la Conférence adopte la répartition des sièges suivante : quinze membres du Comité sont élus parmi les Etats énumérés dans les parties A et C de l'Annexe I au présent Acte constitutif, neuf parmi les Etats énumérés dans la partie B et trois parmi les Etats énumérés dans la partie D. Pour désigner leurs représentants au Comité, les Etats tiendront compte de leurs qualifications et de leur expérience personnelles.

2. Les membres du Comité sont en fonction à partir de la clôture de la session ordinaire de la Conférence à laquelle ils ont été élus jusqu'à la clôture de la session ordinaire de la Conférence deux ans plus tard. Les membres du Comité sont rééligibles.

3. a) Le Comité tient au moins une session par an. Il peut également être convoqué par le Directeur général, sur la demande du Conseil ou du Comité lui-même;

b) Les sessions se tiennent au Siège de l'Organisation, sauf décision contraire du Conseil.

4. Le Comité :

a) Exerce les fonctions qui lui sont assignées aux termes de l'Article 14 ;

b) Etablit, en vue de sa soumission au Conseil, le projet de barème de quotes-parts pour les dépenses imputables sur le budget ordinaire;

c) Exerce les autres fonctions que peuvent lui assigner la Conférence ou le Conseil dans le domaine financier;

d) Rend compte au Conseil à chacune de ses sessions ordinaires de toutes ses activités et soumet au Conseil, de sa propre initiative, des avis ou des propositions concernant des questions financières.

5. Le Comité établit son règlement intérieur.

6. Chaque membre du Comité dispose d'une voix. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

Article 11

Secrétariat

1. Le Secrétariat comprend un Directeur général, ainsi que les Directeurs généraux adjoints et autres personnels dont l'Organisation peut avoir besoin.

2. Le Directeur général est nommé par la Conférence, sur recommandation du Conseil, pour une période de quatre ans. Il peut être nommé pour une seconde période de quatre ans, à l'issue de laquelle il n'est plus rééligible.

3. Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Sous réserve des directives générales ou spéciales de la Conférence ou du

Conseil, le Directeur général a la responsabilité générale et le pouvoir de diriger les travaux de l'Organisation. Sous l'autorité et le contrôle du Conseil, le Directeur général est responsable de l'engagement, de l'organisation et de la direction du personnel.

4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur général et le personnel ne peuvent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux, et ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Chaque Membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur général et du personnel, et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

5. Le personnel est nommé par le Directeur général, conformément aux règles à fixer par la Conférence sur recommandation du Conseil. Les nominations aux fonctions de Directeur général adjoint sont soumises à l'approbation du Conseil. Les conditions d'emploi du personnel sont conformes, autant que possible, à celles du personnel soumis au régime commun des Nations Unies. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique large et équitable.

6. Le Directeur général agit en cette qualité à toutes les réunions de la Conférence, du Conseil et du Comité des programmes et des budgets, et remplit toutes autres fonctions dont il est chargé par ces organes. Il établit un rapport annuel sur les activités de l'Organisation. En outre, il présente à la Conférence ou au Conseil, suivant le cas, tous autres rapports qui peuvent être nécessaires.

CHAPITRE IV

PROGRAMME DE TRAVAIL ET QUESTIONS FINANCIERES

Article 12Dépenses des délégations

Chaque Membre et observateur assume les dépenses de sa propre délégation à la Conférence, au Conseil ou à tout autre organe auquel il participe.

Article 13Composition des budgets

1. L'Organisation mène ses activités conformément à son programme de travail et à ses budgets approuvés.
2. Les dépenses de l'Organisation sont réparties entre les catégories suivantes :
 - a) Dépenses à financer par des contributions mises en recouvrement (appelées le "budget ordinaire");
 - b) Dépenses à financer par des contributions volontaires à l'Organisation et toutes autres ressources qui peuvent être prévues dans le règlement financier (appelées le "budget opérationnel").
3. Le budget ordinaire pourvoit aux dépenses d'administration, aux dépenses de recherche, aux autres dépenses ordinaires de l'Organisation et aux dépenses ayant trait aux autres activités ainsi qu'il est prévu dans l'Annexe II.
4. Le budget opérationnel pourvoit aux dépenses d'assistance technique et autres activités connexes.

Article 14Programme et budgets

1. Le Directeur général établit et soumet au Conseil, par l'intermédiaire du Comité des programmes et des budgets, à la date précisée dans le règlement financier, un projet de programme de travail pour l'exercice financier suivant, ainsi que les prévisions budgétaires correspondantes pour les activités à financer par le budget ordinaire. Le Directeur général soumet en même temps des propositions et des prévisions financières pour les activités à financer par des contributions volontaires à l'Organisation.
2. Le Comité des programmes et des budgets examine les propositions du Directeur général et présente au Conseil ses recommandations concernant le programme de travail et les prévisions correspondantes relatives au budget ordinaire et au budget opérationnel. Les recommandations du Comité sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.
3. Le Conseil examine les propositions du Directeur général en même temps que toutes recommandations du Comité des programmes et des budgets et adopte le programme de travail, le budget ordinaire et le budget opérationnel, avec les modifications qu'il juge nécessaires, afin de les soumettre à la Conférence pour examen et approbation. Le Conseil adopte ces textes à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.
4. a) La Conférence examine et approuve, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, le programme de travail ainsi que le budget ordinaire et le budget opérationnel correspondants qui lui sont soumis par le Conseil.

b) La Conférence peut apporter des ajustements au programme de travail ainsi qu'au budget ordinaire et au budget opérationnel correspondants, conformément au paragraphe 6.
5. Si besoin est, des prévisions additionnelles ou révisées relatives au budget ordinaire ou au budget opérationnel sont établies et approuvées conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 4 ci-dessus et aux dispositions du règlement financier.

6. Aucune résolution ou décision ni aucun amendement pouvant avoir des incidences financières, qui n'a pas été déjà examiné conformément aux paragraphes 2 et 3, ne peut être approuvé par la Conférence s'il n'est accompagné d'un état des incidences financières établi par le Directeur général. Aucune résolution ou décision ni aucun amendement dont le Directeur général prévoit qu'il donnera lieu à des dépenses, ne peut être approuvé par la Conférence tant que le Comité des programmes et des budgets, puis le Conseil, siégeant en même temps que la Conférence, n'auront pas eu la possibilité d'agir conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3. Le Conseil présente ses décisions à la Conférence. Ces résolutions, décisions et amendements sont approuvés par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres.

Article 15

Contributions mises en recouvrement

1. Les dépenses au titre du budget ordinaire sont supportées par les Membres suivant la répartition fixée conformément au barème des quotes-parts arrêté par la Conférence à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, sur recommandation du Conseil adoptée à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, sur la base d'un projet établi par le Comité des programmes et des budgets.
2. Le barème des quotes-parts s'inspire autant que possible du barème le plus récent employé par l'Organisation des Nations Unies. La quote-part d'aucun Membre ne peut dépasser vingt-cinq pour cent du budget ordinaire de l'Organisation.

Article 16

Contributions volontaires à l'Organisation

Sous réserve du règlement financier de l'Organisation, le Directeur général peut, au nom de l'Organisation, accepter des contributions volontaires à l'Organisation - notamment dons, legs et subventions - faites par des gouvernements, des organisations intergouvernementales ou des organisations

ou autres sources non gouvernementales, sous réserve que les conditions attachées à ces contributions volontaires soient compatibles avec les objectifs et la politique de l'Organisation.

Article 17

Fonds de développement industriel

Pour augmenter ses ressources et renforcer son aptitude à répondre avec rapidité et souplesse aux besoins des pays en développement, l'Organisation dispose d'un Fonds de développement industriel, financé à l'aide des contributions volontaires à l'Organisation visées à l'Article 16 et des autres ressources qui peuvent être prévues dans le règlement financier de l'Organisation. Le Directeur général administre le Fonds de développement industriel conformément aux directives générales régissant le fonctionnement du Fonds, établies par la Conférence ou par le Conseil agissant au nom de la Conférence, et conformément au règlement financier de l'Organisation.

CHAPITRE V

COOPERATION ET COORDINATION

Article 18Relations avec l'Organisation des Nations Unies

L'Organisation est reliée à l'Organisation des Nations Unies; elle en constitue l'une des institutions spécialisées visées à l'Article 57 de la Charte des Nations Unies. Tout accord conclu conformément à l'Article 63 de la Charte doit être approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants sur recommandation du Conseil.

Article 19Relations avec d'autres organisations

1. Le Directeur général peut, avec l'approbation du Conseil et sous réserve des directives établies par la Conférence :

a) Conclure des accords établissant des relations appropriées avec d'autres organisations du système des Nations Unies et avec d'autres organisations intergouvernementales ou gouvernementales;

b) Etablir des relations appropriées avec des organisations non gouvernementales et autres ayant des activités apparentées à celles de l'Organisation. Lorsqu'il établit des relations de ce genre avec des organisations nationales, le Directeur général consulte les gouvernements intéressés.

2. Sous réserve de ces accords et relations, le Directeur général peut établir des arrangements de travail avec lesdites organisations.

CHAPITRE VI

QUESTIONS JURIDIQUES

Article 20Siège

1. L'Organisation a son Siège à Vienne. La Conférence peut changer le lieu du Siège à la majorité des deux tiers de tous ses Membres.
2. L'Organisation conclut un accord de Siège avec le gouvernement hôte.

Article 21Capacité juridique, privilèges et immunités

1. L'Organisation jouit sur le territoire de chacun de ses Membres de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs. Les représentants des Membres et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent des privilèges et immunités nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.
2. La capacité juridique, les privilèges et les immunités visés au paragraphe 1 seront :
 - a) Sur le territoire de tout Membre qui a adhéré, pour ce qui est de l'Organisation, à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, ceux qui sont définis dans les clauses types de ladite Convention modifiée par une annexe à ladite Convention, approuvée par le Conseil;
 - b) Sur le territoire de tout Membre qui n'a pas adhéré, pour ce qui est de l'Organisation, à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, mais qui a adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ceux qui sont définis dans cette dernière Convention, à moins que ledit Etat ne notifie au Dépositaire, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, qu'il n'appliquera pas cette dernière Convention à

l'Organisation; la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies cesse de s'appliquer à l'Organisation trente jours après que ledit Etat en a donné notification au Dépositaire;

c) Ceux qui sont définis dans d'autres accords conclus par l'Organisation.

Article 22

Règlement des différends et demandes d'avis consultatif

1. a) Tout différend entre deux ou plusieurs Membres concernant l'interprétation ou l'application du présent Acte constitutif, y compris ses annexes, qui n'a pas été réglé par voie de négociations, est soumis au Conseil à moins que les parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement. Si le différend concerne particulièrement un Membre non représenté au Conseil, ce Membre a le droit de se faire représenter conformément à des règles à adopter par le Conseil.

b) Si le différend n'a pas été réglé conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) à la satisfaction de l'une quelconque des parties au différend, ladite partie peut soumettre la question :

soit i) si les parties sont d'accord :

A) à la Cour internationale de justice; ou

B) à un tribunal arbitral;

soit ii) s'il en est autrement, à une commission de conciliation.

Les règles relatives aux procédures et au fonctionnement du tribunal arbitral et de la commission de conciliation sont énoncées dans l'Annexe III au présent Acte constitutif.

2. La Conférence et le Conseil sont l'une et l'autre habilités, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de justice de donner un avis consultatif sur toute question juridique se posant dans le cadre des activités de l'Organisation.

Article 23Amendements

1. Après la deuxième session ordinaire de la Conférence, tout Membre peut, à n'importe quel moment, proposer des amendements au présent Acte constitutif. Le texte des amendements proposés est promptement communiqué par le Directeur général à tous les Membres, et ne peut être examiné par la Conférence qu'une fois écoulé un délai de quatre-vingt-dix jours après l'envoi dudit texte.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, un amendement entre en vigueur et a force obligatoire à l'égard de tous les Membres lorsque :

a) Le Conseil l'a recommandé à la Conférence;

b) Il a été approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres; et

c) Les deux tiers des Membres ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement auprès du Dépositaire.

3. Un amendement relatif aux articles 6, 9, 10, 13, 14 ou 23 ou à l'Annexe II, entre en vigueur et a force obligatoire à l'égard de tous les Membres lorsque :

a) Le Conseil l'a recommandé à la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les membres du Conseil;

b) Il a été approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres; et

c) Les trois quarts des Membres ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement auprès du Dépositaire.

Article 24Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Acte constitutif sera ouvert à la signature de tous les Etats visés à l'alinéa a) de l'Article 3 au Ministère fédéral des affaires étrangères de la République d'Autriche jusqu'au 7 octobre 1979, puis au

Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'à la date d'entrée en vigueur dudit Acte constitutif.

2. Le présent Acte constitutif fera l'objet d'une ratification, acceptation ou approbation par les Etats signataires. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de ces Etats seront déposés auprès du Dépositaire.

3. Après l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif conformément au paragraphe 1 de l'Article 25, les Etats visés à l'alinéa a) de l'Article 3 qui n'auront pas signé l'Acte constitutif, ainsi que les Etats dont la demande d'admission aura été approuvée conformément à l'alinéa b) dudit Article, pourront adhérer au présent Acte constitutif en déposant un instrument d'adhésion.

Article 25

Entrée en vigueur

1. Le présent Acte constitutif entrera en vigueur lorsqu'au moins quatre-vingts Etats ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auront avisé le Dépositaire qu'ils se sont mis d'accord, après s'être consultés, pour que le présent Acte constitutif entre en vigueur.

2. Le présent Acte constitutif entrera en vigueur :

a) Pour les Etats ayant procédé à la notification visée au paragraphe 1, à la date de l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif;

b) Pour les Etats ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation avant l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, mais n'ayant pas procédé à la notification visée au paragraphe 1, à la date ultérieure à laquelle ils auront avisé le Dépositaire que le présent Acte constitutif entre en vigueur à leur égard;

c) Pour les Etats ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, à la date dudit dépôt.

Article 26Dispositions transitoires

1. Le Dépositaire convoquera la première session de la Conférence, qui devra se tenir dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif.
2. Les règles et règlements régissant l'organisation créée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2152 (XXI) régiront l'Organisation et ses organes jusqu'à ce que ceux-ci adoptent de nouvelles dispositions.

Article 27Réserves

Aucune réserve ne peut être formulée au sujet du présent Acte constitutif.

Article 28Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Acte constitutif.
2. Le Dépositaire avise les Etats intéressés et le Directeur général de toutes questions concernant le présent Acte constitutif.

Article 29Textes authentiques

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Acte constitutif font également foi.

ANNEXE I

Listes d'Etats

1. Si un Etat qui n'est pas visé dans l'une quelconque des listes ci-après devient Membre de l'Organisation, la Conférence décide, après des consultations appropriées, sur laquelle de ces listes ledit pays doit être inscrit.
2. Après des consultations appropriées, la Conférence peut, à n'importe quel moment, modifier le classement d'un Membre dans les listes ci-après.
3. Les modifications apportées aux listes ci-après conformément aux paragraphes 1 et 2 ne sont pas considérées comme des amendements au présent Acte constitutif au sens des dispositions de l'Article 23.

LISTES

Les listes d'Etats à insérer dans la présente Annexe par le Dépositaire sont celles qui ont été établies par l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins du paragraphe 4 de la section II de sa résolution 2152 (XXI) et qui sont valables à la date de l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif.

ANNEXE II

Le budget ordinaire

A. 1. Les dépenses d'administration et de recherche et autres dépenses ordinaires de l'Organisation sont considérées comme comprenant :

- a) Les dépenses relatives aux conseillers interrégionaux et régionaux;
- b) Les dépenses relatives aux services consultatifs à court terme fournis par les fonctionnaires de l'Organisation;
- c) Les dépenses relatives aux réunions, y compris les réunions techniques, prévues dans le programme de travail financé par le budget ordinaire de l'Organisation;
- d) Les dépenses d'appui au programme encourues au titre des projets d'assistance technique, dans la mesure où ces dépenses ne sont pas remboursées à l'Organisation par la source de financement desdits projets.

2. Les propositions concrètes conformes aux dispositions ci-dessus sont appliquées après examen par le Comité des programmes et des budgets, adoption par le Conseil et approbation par la Conférence conformément à l'Article 14.

B. Afin de rendre plus efficace le programme de travail de l'Organisation dans le domaine du développement industriel, le budget ordinaire finance également d'autres activités financées jusqu'ici sur le chapitre 15 du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, à concurrence de six pour cent du total du budget ordinaire. Ces activités sont destinées à renforcer la contribution de l'Organisation au système de développement des Nations Unies, compte tenu de l'importance qu'il y a d'utiliser le mécanisme de programmation par pays du Programme des Nations Unies pour le développement - qui est subordonné au consentement des pays intéressés - comme cadre de référence pour ces activités.

ANNEXE III

Règles relatives aux tribunaux arbitraux
et aux commissions de conciliation

Sauf décision contraire de tous les Membres parties à un différend qui n'a pas été réglé conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) de l'Article 22 et qui a été soumis à un tribunal arbitral conformément aux dispositions du paragraphe 1 b) i) B) de l'Article 22 ou à une commission de conciliation conformément aux dispositions du paragraphe 1 b) ii), les règles relatives aux procédures et au fonctionnement desdits tribunaux et commissions sont les suivantes :

1. Ouverture de la procédure

Avant l'expiration d'un délai de trois mois suivant le moment où le Conseil a achevé l'examen d'un différend qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) de l'Article 22, ou, s'il n'a pas achevé cet examen, avant l'expiration d'un délai de dix-huit mois suivant la soumission du différend, toutes les parties au différend peuvent, dans les vingt et un mois suivant ladite soumission, aviser le Directeur général qu'elles souhaitent soumettre ledit différend à un tribunal arbitral, ou bien l'une quelconque de ces parties peut aviser le Directeur général qu'elle souhaite soumettre le différend à une commission de conciliation. Si les parties ont convenu d'un autre mode de règlement, elles peuvent en aviser le Directeur général dans les trois mois suivant l'achèvement de cette procédure particulière.

2. Institution du tribunal ou de la commission

a) Les parties au différend nomment à l'unanimité, suivant le cas, trois arbitres ou trois conciliateurs, et désignent l'un d'entre eux aux fonctions de Président du tribunal ou de la commission.

b) Si, dans les trois mois suivant la notification visée au paragraphe 1 ci-dessus, un ou plusieurs membres du tribunal ou de la commission n'ont pas été ainsi nommés, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nomme, à la demande de l'une quelconque des parties, dans les trois mois suivant ladite demande, les membres manquants, y compris le Président.

c) Si un siège devient vacant au tribunal ou à la commission, il y est pourvu dans un délai d'un mois, conformément à l'alinéa a), ou ultérieurement conformément à l'alinéa b).

3. Procédures et fonctionnement

a) Le tribunal ou la commission fixe sa procédure. Toutes les décisions touchant toute question de procédure et de fond peuvent être rendues à la majorité des membres.

b) Les membres du tribunal ou de la commission sont rémunérés conformément au règlement financier de l'Organisation. Le Directeur général fournit les services de secrétariat nécessaires, en consultation avec le Président du tribunal ou de la commission. Tous les frais du tribunal ou de la commission et de ses membres, mais non des parties au différend, sont à la charge de l'Organisation.

4. Sentences et rapports

a) Le tribunal arbitral clôt sa procédure par une sentence qui lie toutes les parties.

b) La commission de conciliation clôt sa procédure par un rapport qu'elle communique à toutes les parties au différend et qui contient des recommandations dont lesdites parties tiennent le plus grand compte.

PAGINA BIANCA

**ATTO COSTITUTIVO DELL'ORGANIZZAZIONE
DELLE NAZIONI UNITE PER LO SVILUPPO INDUSTRIALE**

PAGINA BIANCA

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'Atto fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

PREAMBOLO

Gli Stati parti al presente Atto costitutivo,

Nel conformarsi alla Carta delle Nazioni Unite,

Nel richiamare gli obiettivi generali delle risoluzioni adottate nel corso della sesta sessione straordinaria dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite riguardo all'instaurazione di un Nuovo Ordine economico internazionale, della Dichiarazione e del Piano d'azione di Lima per lo sviluppo e la cooperazione industriali, adottati dalla Seconda Conferenza generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale, e della risoluzione della settima sessione straordinaria dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite relativa allo sviluppo ed alla cooperazione economica internazionale,

Nel dichiarare che:

E' necessario instaurare un ordine economico e sociale giusto ed equo, da realizzare eliminando le ineguaglianze

(Il testo del presente Atto costitutivo è stato adottato a Vienna, l'8 Aprile 1979, dalla Conferenza delle Nazioni Unite

economiche, stabilendo relazioni economiche internazionali che siano razionali ed eque, operando delle trasformazioni sociali ed economiche dinamiche e favorendo le modifiche strutturali necessarie allo sviluppo dell'economia mondiale,

L'industrializzazione costituisce uno strumento dinamico di crescita, essenziale per lo sviluppo economico e sociale accelerato specie dei paesi emergenti, per il miglioramento del livello di vita e della qualità della vita delle popolazioni di tutti i paesi, nonché per instaurare un ordine economico e sociale equo,

Tutti i paesi hanno il diritto sovrano di industrializzarsi, ed ogni processo di industrializzazione deve generalmente tendere a garantire uno sviluppo socio-economico che si auto-alimenti e sia ben integrato, ed essere tale da comportare le necessarie trasformazioni che consentano a tutti i popoli di partecipare equamente ed effettivamente all'industrializzazione del proprio paese,

Considerato che la cooperazione internazionale per lo sviluppo rappresenta il comune obiettivo e compito di tutti i paesi, è indispensabile promuovere l'industrializzazione attraverso misure concertate, comprendenti la messa a punto, il trasferimento e l'adattamento di tecnologie a livello globale, regionale e nazionale, nonché a livello dei vari settori,

per la costituenda Organizzazione delle Nazioni Unite per lo Sviluppo industriale quale agenzia specializzata.)

Tutti i paesi, qualunque sia il loro sistema economico e sociale, sono decisi a promuovere il comune benessere dei loro popoli con interventi individuali e collettivi tendenti a sviluppare la cooperazione economica internazionale su base di sovrana eguaglianza, a rafforzare l'indipendenza economica dei paesi emergenti, ad assicurare a questi un'equa parte nella produzione industriale mondiale, ed a contribuire alla pace internazionale ed alla sicurezza e alla prosperità di tutte le nazioni, conformemente agli scopi ed ai principi della Carta delle Nazioni Unite,

Nel richiamarsi a queste linee direttrici,

Desiderosi di istituire, a norma del Capitolo IX della Carta delle Nazioni Unite, un istituto specializzato che porti il nome di Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale (UNIDO) (qui di seguito definita "l'Organizzazione") il cui principale compito e la cui responsabilità consisterà nell'esaminare e promuovere il coordinamento di tutte le attività svolte dagli organismi delle Nazioni Unite nel campo dello sviluppo industriale, conformemente alle attribuzioni conferite dalla Carta delle Nazioni Unite al Consiglio economico e sociale, ed agli accordi vigenti in materia di relazioni,

Hanno convenuto il presente Atto costitutivo.

CAPITOLO PRIMO

OBIETTIVI E FUNZIONI

Articolo primo

Obiettivi

L'Organizzazione ha come principale scopo quello di promuovere ed accelerare lo sviluppo industriale dei paesi emergenti onde contribuire ad instaurare un nuovo ordine economico internazionale. Promuoverà inoltre lo sviluppo e la cooperazione industriali a livelle globale, regionale e nazionale, nonché a livello settoriale.

Articolo 2

Funzioni

Per il raggiungimento degli obiettivi suddetti, l'Organizzazione adotterà in genere tutte le necessarie ed opportune misure, ed in particolare:

a) Promuoverà e fornirà, a seconda delle esigenze, un'assistenza ai paesi emergenti al fine di promuovere ed accelerare la loro industrializzazione, e soprattutto al fine di sviluppare, estendere e modernizzare le loro industrie;

b) In conformità con la Carta delle Nazioni Unite, incoraggerà, coordinerà e seguirà le attività degli organismi delle Nazioni Unite onde permettere all'Organizzazione di svolgere un ruolo centrale di coordinamento nel campo dello sviluppo industriale;

c) Concepirà nuovi criteri e formule che si applichino allo sviluppo industriale a livello globale, regionale e nazionale, nonché a livello dei vari settori, e svilupperà criteri e formule già esistenti; realizzerà inoltre studi e ricerche per la formulazione di nuove linee d'azione in vista di uno sviluppo industriale armonioso ed equilibrato, tenendo debitamente conto dei metodi utilizzati da paesi con sistemi socio-economici diversi per risolvere i problemi connessi con la loro industrializzazione;

d) Promuoverà e favorirà l'elaborazione e l'impiego di tecniche di programmazione, e contribuirà alla formulazione di programmi di sviluppo e di programmi scientifici e tecnologici nonché di piani di industrializzazione nel settore pubblico, privato e cooperativistico;

e) Favorirà l'elaborazione di un approccio integrato e interdisciplinare per l'industrializzazione accelerata dei paesi emergenti, e vi contribuirà;

f) Costituirà un foro ed uno strumento al servizio dei paesi emergenti e dei paesi industrializzati per scambi e consultazioni e, a richiesta dei paesi interessati, per negoziati in vista dell'industrializzazione dei paesi emergenti;

g) Assisterà i paesi emergenti nella creazione e gestione di industrie, anche di industrie legate all'agricoltura e di industrie di base, ai fini del pieno utilizzo delle risorse naturali e umane localmente disponibili, onde garantire la

produzione di beni destinati ai mercati interni ed alla esportazione, e onde contribuire all'autonomia economica di questi paesi;

h) Servirà quale centro di scambio di informazioni industriali ed in conseguenza raccoglierà e controllerà in modo selettivo, analizzerà ed elaborerà ai fini della loro diffusione, dati concernenti tutti gli aspetti dello sviluppo industriale a livello globale, regionale e nazionale come pure a livello dei vari settori, compreso dati sulle esperienze e le realizzazioni tecnologiche di paesi industrialmente avanzati e di paesi emergenti dotati di sistemi socio-economici diversi;

i) Dedicherà particolare attenzione all'adozione di misure speciali a favore dei paesi emergenti meno progrediti, privi di coste o insulari, e dei paesi emergenti gravemente colpiti da crisi economiche o da catastrofi naturali, senza con ciò trascurare gli interessi degli altri paesi emergenti;

j) Promuoverà e favorirà l'elaborazione, la selezione, l'adattamento, il trasferimento e l'impiego di tecniche industriali, e vi contribuirà, tenendo conto della situazione socio-economica e delle particolari esigenze delle industrie interessate, favorendo in special modo il trasferimento di tecnologie dai paesi industrializzati ai paesi emergenti, nonché all'interno degli stessi paesi emergenti;

k) Organizzerà e favorirà programmi di formazione industriale

onde aiutare i paesi emergenti a formare propri tecnici nonché il personale necessario ai diversi stadi per il loro sviluppo industriale accelerato;

l) Fornirà consulenza ed assistenza, in stretta collaborazione con i competenti organismi delle Nazioni Unite, gli istituti specializzati e l'Agenzia internazionale per l'energia atomica, ai paesi emergenti per lo sfruttamento, la conservazione e la trasformazione in loco delle loro risorse naturali al fine di favorire l'industrializzazione di questi paesi;

m) Fornirà impianti pilota e impianti di dimostrazione onde accelerare l'industrializzazione di determinati settori;

n) Elaborerà misure speciali destinate a promuovere la cooperazione in campo industriale fra i paesi emergenti, e fra questi paesi ed i paesi avanzati;

o) Contribuirà, congiuntamente con altri organismi appositi, alla programmazione regionale di sviluppo industriale dei paesi emergenti nel quadro della suddivisione regionali e sub-regionali di questi paesi;

p) Favorirà e promuoverà la creazione ed il rafforzamento di associazioni industriali, commerciali e professionali, e di analoghe organizzazioni capaci di favorire il pieno utilizzo delle risorse interne dei paesi emergenti al fine di sviluppare le loro industrie nazionali;

q) Contribuirà alla creazione ed alla gestione di una infrastruttura istituzionale al fine di fornire all'industria servizi di regolamentazione, consulenza e sviluppo;

r) Concorrerà, su richiesta dei governi dei paesi emergenti, all'ottenimento di capitali esteri per il finanziamento di determinati progetti industriali a condizioni oneste, eque e reciprocamente accettabili.

CAPITOLO II

PARTECIPAZIONEArticolo 3Membri

Potranno accedere all'Organizzazione in qualità di membri tutti gli Stati che aderiscano ai suoi obiettivi ed ai suoi principi:

a) Gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e di un'agenzia specializzata e dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica potranno essere ammessi quali Membri dell'Organizzazione divenendo parti al presente Atto costitutivo conformemente all'Art. 24 ed all'Art. 25, paragrafo 2;

b) Gli Stati non contemplati alla lettera a) potranno essere ammessi quali membri dell'Organizzazione divenendo parti al presente Atto costitutivo conformemente all'Art. 24, paragrafo 3 nonché all'Art. 25, paragrafo 2, lettera c), dopo che la loro ammissione sarà stata approvata dalla Conferenza a maggioranza dei due terzi dei Membri presenti e votanti, dietro raccomandazione del Consiglio.

Articolo 4Osservatori

1. Lo statuto di osservatore presso l'Organizzazione sarà riconosciute, su richiesta, agli osservatori presso l'Assemblea

generale delle Nazioni Unite, salvo decisione diversa della Conferenza.

2. Indipendentemente dalle disposizioni del paragrafo 1, la Conferenza sarà abilitata ad invitare altri osservatori a partecipare ai lavori dell'Organizzazione.

3. Gli osservatori saranno autorizzati a partecipare ai lavori dell'Organizzazione conformemente agli appositi regolamenti interni ed alle disposizioni del presente Atto costitutivo.

Articolo 5

Sospensione

1. Qualsiasi Membro dell'Organizzazione sospeso dall'esercizio dei suoi diritti e privilegi di Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite sarà automaticamente sospeso dall'esercizio dei diritti e privilegi di Membro dell'Organizzazione.

2. Qualsiasi Membro in ritardo nel pagamento dei propri contributi all'Organizzazione non potrà partecipare agli scrutini dell'Organizzazione qualora l'ammontare dei suoi arretrati sia pari o superiore ai contributi posti in riscossione e da lui dovuti per i due precedenti esercizi finanziari. Nondimeno, qualsiasi organo potrà autorizzare detto Membro a votare nel proprio ambito qualora constati che il

mancato pagamento è ascrivibile a circostanze indipendenti dalla volontà di tale Membre.

Articolo 6

Ritiro

1. Un Membre potrà ritirarsi dall'Organizzazione depositando uno strumento con cui denuncia al Depositario il presente Atto costitutivo.
2. Tale ritiro diverrà effettivo il primo giorno dell'esercizio finanziario successivo all'esercizio nel corso del quale detto strumento è stato depositato.
3. I contributi che il Membre che intende ritirarsi dovrà versare per l'esercizio finanziario successivo a quelle in cui avrà notificato il proprio ritiro saranno pari ai contributi posti in riscossione per l'esercizio finanziario nel corso del quale ~~ma~~ avvenuta la suddetta notifica. Il Membre che si ritira verserà inoltre tutti i contributi volontari sottoscritti incondizionatamente prima della notifica del suo ritiro.

CAPITOLO III

ORGANI

Articolo 7Organi principali e organi accessori

1. I principali Organi dell'Organizzazione sono:
 - a) La Conferenza generale (definita "la Conferenza");
 - b) Il Consiglio per lo sviluppo industriale (definito "il Consiglio");
 - c) Il Segretariato.
2. Viene istituito un Comitato Programmi e Bilanci che dovrà aiutare il Consiglio a preparare e ad esaminare il programma di lavoro, il bilancio ordinario ed il bilancio operativo dell'Organizzazione ed altre questioni finanziarie attinenti all'Organizzazione.
3. Altri organi accessori, specie comitati tecnici, potranno essere creati dalla Conferenza o dal Consiglio, tenendo in debito conto il principio di un'equa rappresentazione geografica.

Articolo 8Conferenza generale

1. La Conferenza si comporrà dei rappresentanti di tutti i Membri.

2. a) La Conferenza terrà una sessione ordinaria ogni due anni, salvo che decida diversamente. Verrà convocata in sessione straordinaria dal Direttore generale, su richiesta del Consiglio o alla maggioranza di tutti i suoi Membri.

b) La Conferenza terrà la sua sessione ordinaria presso la Sede dell'Organizzazione, salvo che decida diversamente. Il Consiglio determinerà la sede in cui dovranno tenersi le sessioni straordinarie.

3. Fatte salve le altre funzioni specificate nel presente Atto costitutivo, la Conferenza:

a) Fisserà le linee direttrici nonché gli orientamenti generali dell'Organizzazione;

b) Esaminerà i rapporti del Consiglio, del Direttore Generale e degli organi accessori della Conferenza;

c) Approverà il programma di lavoro, il bilancio ordinario ed il bilancio di esercizio dell'Organizzazione conformemente alle disposizioni dell'Art.14; fisserà la tabella delle quote di partecipazione in conformità con le disposizioni dell'Art.15; approverà il regolamento finanziario dell'Organizzazione e controllerà l'effettivo impiego delle risorse finanziarie dell'Organizzazione;

d) Sarà abilitata ad adottare, a maggioranza dei due

terzi dei Membri presenti e votanti, convenzioni ed accordi in materie di competenza dell'Organizzazione, e a formulare raccomandazioni ai Membri in merito a dette convenzioni o accordi;

e) Formulerà raccomandazioni ai Membri ed alle organizzazioni internazionali in materie di competenza dell'Organizzazione;

f) Adotterà le opportune misure per consentire all'Organizzazione di promuovere i suoi obiettivi ed assolvere le sue funzioni.

4. La Conferenza potrà delegare al Consiglio quei poteri e compiti propri che riterrà opportuno affidargli, eccettuati quelli previsti all'Art.3, lettera b); all'Art.4; all'Art. 8, paragrafo 3, lettere a), b), c); all'Art. 9, paragrafo 1; all'Art. 10, paragrafo 1; all'Art.11, paragrafo 2; all'Art.14, paragrafi 4 e 6; all'Art.15; all'Art.18; all'Art. 23, paragrafo 2, lettera b) e paragrafo 3, lettera b); e all'Allegato I.

5. La Conferenza fisserà il proprio regolamento interno.

6. Ciascun Membro disporrà di un voto in seno alla Conferenza. Le decisioni saranno prese alla maggioranza dei Membri presenti e votanti, salvo disposizione contraria del presente Atto costitutivo o del regolamento interno della Conferenza.

Articolo 9

Consiglio per lo sviluppo industriale

1. Il Consiglio comprenderà cinquantatre Membri della Organizzazione eletti dalla Conferenza, la quale terrà in debito conto il principio di un'equa rappresentazione geografica. Per l'elezione dei membri del Consiglio, la Conferenza adotterà la seguente ripartizione dei seggi: trentatré membri del Consiglio saranno eletti fra gli Stati che figurano nelle parti A e C dell'Allegato I al presente Atto costitutivo; quindici fra gli Stati contemplati nella parte B e cinque fra gli Stati contemplati nella parte D.
2. I membri del Consiglio ~~restano~~ resteranno in carica dal momento in cui ~~terminerà~~ terminerà la sessione ordinaria della Conferenza in cui saranno stati eletti fino al momento in cui terminerà la sessione ordinaria della Conferenza, quattro anni dopo; tuttavia, i membri eletti nel corso della prima sessione entreranno in carica all'atto della loro elezione e metà di loro resterà in carica fino al termine della sessione ordinaria che si terrà due anni dopo. I membri del Consiglio potranno essere rieletti.
3. a) Il Consiglio terrà almeno una sessione ordinaria all'anno, in data da stabilirsi. Sarà convocato in sessione straordinaria dal Direttore generale, su richiesta della maggioranza dei membri del Consiglio.

b) Le sessioni avranno luogo presso la Sede dell'Organiz-

zazione, salvo diversa decisione del Consiglio.

4. Oltre alle funzioni specificate nel presente Atto costitutive e quelle affidategli dalla Conferenza, il Consiglio:

a) Operando sotto la guida della Conferenza, veglierà alla realizzazione del programma di lavoro approvato e del bilancio ordinario ed operativo corrispondente nonché ad attuare altre decisioni della Conferenza;

b) Raccomanderà alla Conferenza una tabella delle quote di partecipazione per le spese imputabili al bilancio ordinario;

c) Presenterà alla Conferenza, ad ogni sessione ordinaria, un rapporto sulle attività del Consiglio;

d) Pregherà i Membri di fornire informazioni sulle loro attività riguardanti i lavori dell'Organizzazione;

e) Conformemente alle decisioni della Conferenza, ed alla luce degli eventi capaci di prodursi fra le sessioni del Consiglio o della Conferenza, autorizzerà il Direttore generale ad adottare le misure che il Consiglio riterrà opportune onde fronteggiare situazioni impreviste, tenuto conto delle funzioni e delle risorse finanziarie dell'Organizzazione;

f) Qualora il posto di Direttore generale si rendesse

vacante fra due sessioni della Conferenza, designerà un Direttore generale ad interim perché assolva tale funzione fino alla successiva sessione ordinaria o straordinaria della Conferenza;

g) Stabilirà l'ordine del giorno provvisorio della Conferenza;

h) Assolverà altri compiti che si rendessero necessari per il conseguimento degli scopi dell'Organizzazione, fatte salve le limitazioni contemplate dal presente Atto costitutivo.

5. Il Consiglio stabilirà il proprio regolamento interno.

6. Ciascun membro disporrà di un voto in seno al Consiglio. Le decisioni saranno prese alla maggioranza dei membri presenti e votanti, salvo che diversamente disposto dal presente Atto costitutivo o dal regolamento interno del Consiglio.

7. Il Consiglio inviterà ciascun Membro non rappresentato al suo interno a partecipare, senza diritto di voto, alle sue deliberazioni qualora la materia discussa interessi detto Membro in modo particolare.

Articolo 10

Comitato Programmi e bilanci

1. Il Comitato Programmi e bilanci comprenderà ventisette Membri dell'Organizzazione, eletti dalla Conferenza, la

quale terrà in debito conto il principio di un'equa rappresentazione geografica. Per l'elezione dei membri del Comitato, la Conferenza si atterrà alla seguente ripartizione dei seggi: quindici membri del Comitato saranno eletti fra gli Stati che figurano nelle parti A e C dell'Allegato I al presente Atto costitutivo, nove fra gli Stati contemplati nella parte B e tre fra gli Stati contemplati nella parte D. Nel designare i loro rappresentanti in seno al Comitato, gli Stati terranno conto delle loro qualifiche e della loro esperienza personale.

2. I membri del Comitato resteranno in carica dal momento in cui terminerà la sessione ordinaria della Conferenza in cui saranno stati eletti fino al momento in cui terminerà la sessione ordinaria della Conferenza, due anni dopo. I membri del Comitato potranno essere rieletti.

3. a) Il Comitato si riunirà almeno una volta all'anno. Potrà anche essere convocato dal Direttore generale, su richiesta del Consiglio e del Comitato stesso.

b) Le sessioni si terranno presso la Sede dell'Organizzazione, salvo diversa decisione del Consiglio.

4. Il Comitato:

a) Eserciterà i compiti che gli sono attribuiti a norma dell'Art. 14;

b) Fisserà, per poi sottoporle al Consiglio, il progetto di tabella delle quote di partecipazione per le spese imputabili al bilancio ordinario;

c) Eserciterà altri compiti affidatigli dalla Conferenza o dal Consiglio in materia finanziaria;

d) Renderà conto al Consiglio di tutte le sue attività nel corso delle sue sessioni ordinarie e sottoporrà di sua iniziativa al Consiglio pareri o proposte in materia finanziaria.

5. Il Comitato stabilirà il proprio regolamento interno.

6. Ciascun membro del Comitato disporrà di un voto. Le decisioni del Comitato saranno prese a maggioranza dei due terzi dei membri presenti e votanti.

Articolo 11

Segretariato

1. Il Segretariato sarà costituito da un Direttore generale, da Direttori generali aggiunti e da eventuale altro personale di cui l'organizzazione possa avere bisogno.

2. Il Direttore generale sarà nominato dalla Conferenza, dietro raccomandazione del Consiglio, per un periodo di quattro anni. Potrà esser nominato per un secondo quadriennio, al termine del quale non sarà più rieleggibile.

3. Il Direttore generale sarà il funzionario di più alto grado all' interno dell' organizzazione. Subordinatamente alle direttive generali o speciali della conferenza o del Consiglio, al Direttore generale competerà la responsabilità generale nonché il potere di dirigere i lavori dell'Organizzazione.

Sotto la guida ed il controllo del Consiglio, il Direttore generale sarà responsabile dell'assunzione, organizzazione e direzione del personale.

4. Nell'assolvere i propri compiti, il Direttore generale ed il personale non potranno sollecitare né accettare istruzioni da parte di governi e di autorità esterne all'Organizzazione. Dovranno astenersi da qualsiasi atto che sia incompatibile con il loro stato di funzionari internazionali, e saranno unicamente responsabili nei confronti dell'Organizzazione. Ciascun Membro si impegnerà a rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni del Direttore generale e del personale, e a non cercare di influenzarli nell'assolvimento delle loro mansioni.

5. Il personale sarà nominato dal Direttore generale, conformemente alle norme fissate dalla Conferenza dietro raccomandazione del Consiglio. Le nomine a Direttore generale aggiunto saranno sottoposte al Consiglio per l'approvazione. Le condizioni di impiego del personale saranno conformi, per quanto possibile, a quelle del personale soggetto al regime ordinario delle Nazioni Unite. Criterio dominante

per il reclutamento e per la fissazione delle condizioni di impiego del personale sarà l'esigenza di assicurare all'Organizzazione i servizi di persone altamente qualificate, competenti e di provata integrità morale. Si terrà debito conto dell'importanza di un reclutamento effettuato su di un'ampia ed equa base geografica.

6. Il Direttore generale parteciperà in tale veste a tutte le riunioni della Conferenza, del Consiglio e del Comitato Programmi e bilanci, ed assolverà ogni altre compiti attribuitogli da detti organi. Redigerà un rapporto annuo sulle attività dell'Organizzazione. Inoltre, sottoporrà alla Conferenza o al Consiglio, secondo i casi, tutti i rapporti che si rendessero necessari.

CAPITOLO IV

PROGRAMMA DI LAVORO E QUESTIONI FINANZIARIEArticolo 12Spese delle delegazioni

Ciascun Membro e osservatore si assumerà le spese della propria delegazione alla Conferenza, al Consiglio o ad altro organo cui parteciperà.

Articolo 13Composizione dei bilanci

1. L'Organizzazione svolgerà le sue attività conformemente al proprio programma di lavoro ed ai bilanci che avrà approvato.
2. Le spese dell'Organizzazione saranno suddivise nelle categorie seguenti:
 - a) Spese sostenute attraverso i contributi posti in riscossione (rientranti nella voce "bilancio ordinario");
 - b) Spese sostenute attraverso i contributi volontari a favore dell'Organizzazione o con altre risorse contemplate dal regolamento finanziario (rientranti nella voce "bilancio operativo").
3. Il bilancio ordinario provvederà alle spese di gestione, alle spese di ricerca, ad altre spese ordinarie dell'Organizzazione nonché a spese inerenti ad attività contemplate all'Allegato II.
4. Il bilancio operativo provvederà alle spese per l'assi-

stenza tecnica e per altre attività connesse.

Articolo 14

Programma e bilanci

1. Il Direttore generale stabilirà e sottoporrà al Consiglio, attraverso il Comitato Programmi e bilanci, alla data specificata nel regolamento finanziario, un progetto di programma di lavoro per l'esercizio finanziario successivo, nonché le previsioni di spesa per le attività finanziate con bilancio ordinario. Il Direttore generale formulerà allo stesso tempo proposte e previsioni di spesa per le attività finanziate coi contributi volontari a favore dell'Organizzazione.
2. Il Comitato Programmi e bilanci esaminerà le proposte del Direttore generale e presenterà al Consiglio le sue raccomandazioni circa il programma di lavoro e le previsioni di spesa corrispondenti riguardanti il bilancio ordinario ed il bilancio operativo. Le raccomandazioni del Comitato saranno adottate alla maggioranza dei due terzi dei membri presenti e votanti.
3. Il Consiglio esaminerà le proposte del Direttore generale contemporaneamente alle raccomandazioni del Comitato Programmi e bilanci ed adotterà il programma di lavoro, il bilancio ordinario ed il bilancio operativo, con le modifiche che riterrà più opportune, per sottoporli quindi all'esame e all'approvazione della Conferenza. Il Consiglio adotterà tali testi alla maggioranza dei due terzi dei membri presenti

e votanti.

4. a) La Conferenza esaminerà e approverà, alla maggioranza dei due terzi dei membri presenti e votanti, il programma di lavoro ed il corrispondente bilancio ordinario e operativo sottopostigli dal Consiglio.

b) La Conferenza potrà ritoccare il programma di lavoro nonché il bilancio ordinario e operativo corrispondenti, conformemente al paragrafo 6.

5. Ove necessario, previsioni di spesa suppletive e rivedute a carico del bilancio ordinario o del bilancio operativo saranno effettuate e approvate conformemente alle disposizioni del regolamento finanziario.

6. Nessuna risoluzione o decisione né emendamento comportante degli impegni finanziari, che non sia stato precedentemente esaminato conformemente ai paragrafi 2 e 3, potrà essere approvato dalla Conferenza se non accompagnato da uno stato degli impegni finanziari stabilito dal Direttore generale. Nessuna risoluzione o decisione né emendamento che il Direttore generale preveda che dia adito a delle spese potrà essere approvato dalla Conferenza fintanto che il Comitato Programmi e bilanci, e successivamente il Consiglio, riunito contemporaneamente alla Conferenza, non avranno avuto modo di conformarsi alle disposizioni di cui ai paragrafi 2 e 3. Il Consiglio presenterà le proprie decisioni alla Conferenza. Tali risoluzioni, decisioni ed emendamenti verranno approvati dalla Conferenza alla maggioranza dei due terzi

di tutti i propri membri.

Articolo 15

Contributi da porre in riscossione

1. Le spese a carico del bilancio ordinario saranno sostenute dai Membri in base alla ripartizione fissata conformemente alla tabella delle quote stabilita dalla Conferenza alla maggioranza dei due terzi dei Membri presenti e votanti, su raccomandazione del Consiglio presa alla maggioranza dei due terzi dei membri presenti e votanti, in base ad un progetto elaborato dal Comitato Programmi e bilanci.

2. La tabella delle quote si ispirerà per quanto possibile alla tabella più recente in uso presso l'Organizzazione delle Nazioni Unite. La quota di nessun Membro potrà superare il venticinque per cento del bilancio ordinario dell'Organizzazione.

Articolo 16

Contributi volontari a favore dell'Organizzazione

Subordinatamente al regolamento finanziario dell'Organizzazione, il Direttore generale potrà, a nome dell'Organizzazione, accettare contributi volontari a favore dell'Organizzazione - quali donazioni, lasciti e sovvenzioni - da parte di governi, organismi intergovernativi od organismi o altre fonti non governative, purché le condizioni di tali contributi volontari siano compatibili con gli obiettivi e la politica della Organizzazione.

Articolo 17

Fondo di sviluppo industriale

Onde accrescere le proprie risorse nonché la propria capacità di rispondere celermente e prontamente ai bisogni dei paesi in via di sviluppo, l'Organizzazione disporrà di un Fondo di sviluppo industriale finanziato con i contributi volontari a favore dell'Organizzazione contemplati all'Art.16 e con altre risorse eventualmente previste dal regolamento finanziario dell'Organizzazione. Il Direttore generale amministrerà il Fondo di sviluppo industriale conformemente alle direttive generali regolanti il funzionamento del Fondo fissate dalla Conferenza o dal Consiglio su mandato della Conferenza, e conformemente al regolamento finanziario dell'Organizzazione.

CAPITOLO V

COOPERAZIONE E COORDINAMENTO

Articolo 18Rapporti con l'Organizzazione delle Nazioni Unite

L'Organizzazione è collegata con l'Organizzazione delle Nazioni Unite: ne costituisce uno degli istituti specializzati contemplati dall'Art.57 della Carta delle Nazioni Unite. Qualsiasi accordo concluso conformemente all'Art.63 della Carta dovrà essere approvato dalla Conferenza alla maggioranza dei due terzi dei Membri presenti e votanti su raccomandazione del Consiglio.

Articolo 19Rapporti con altre organizzazioni

1. Il Direttore generale può, su approvazione del Consiglio e subordinatamente alle direttive stabilite dalla Conferenza:

a) Concludere accordi tendenti a stabilire appropriati rapporti con altre organizzazioni del sistema delle Nazioni Unite e con altri organismi intergovernativi o governativi;

b) Stabilire appropriati rapporti con organismi non governativi ed altre aventi attività affini a quelle dell'Organizzazione. Nello stabilire siffatti rapporti con degli organismi nazionali, il Direttore generale consulterà i governi interessati.

2. Subordinatamente agli accordi ed ai rapporti suddetti, il Direttore generale può allacciare rapporti di lavoro con gli organismi sopradetti.

CAPITOLO VI

QUESTIONI GIURIDICHE

Articolo 20

Sede

1. L'Organizzazione ha la propria sede a Vienna. La Conferenza può mutare il luogo della Sede alla maggioranza dei due terzi di tutti i suoi Membri.
2. L'Organizzazione concluderà un accordo per la propria Sede con il governo ospite.

Articolo 21

Capacità giuridica, privilegi ed immunità

1. L'Organizzazione godrà sul territorio di ciascuno dei suoi Membri della capacità giuridica nonché dei privilegi ed immunità che le sono necessari per esercitare le sue funzioni e raggiungere i suoi obiettivi. I rappresentanti dei Membri ed i funzionari dell'Organizzazione godranno dei privilegi e delle immunità necessarie onde espletare le proprie funzioni in piena autonomia nell'ambito dell'Organizzazione.

2. La capacità giuridica, i privilegi e le immunità di cui al paragrafo 1 saranno:

a) Sul territorio di ciascun Membro che abbia aderito, per quanto riguarda l'Organizzazione, alla Convenzione sui privilegi e sulle immunità degli istituti specializzati, quelli definiti dalle clausole standard di detta Convenzione, così come modificata con allegato a detta Convenzione, approvato dal Consiglio;

b) Sul territorio di ciascun Membro che non abbia aderito, per quanto riguarda l'Organizzazione, alla Convenzione sui privilegi e sulle immunità degli istituti specializzati, ma che abbia aderito alla Convenzione sui privilegi e sulle immunità delle Nazioni Unite, quelli definiti in quest'ultima Convenzione, salvo che lo Stato non notifichi al Depositario, all'atto di depositare il proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, di non intendere applicare quest'ultima Convenzione nei confronti dell'Organizzazione; la Convenzione sui privilegi e sulle immunità delle Nazioni Unite cesserà di applicarsi all'Organizzazione trenta giorni dopo che tale Stato ne avrà notificato il Depositario;

c) Quelli definiti in altri accordi conclusi dall'Organizzazione.

Articolo 22

Risoluzione delle vertenze e richieste di parere consultivo

1. a) Qualsiasi vertenza fra due o più Membri riguardo alla interpretazione o all'applicazione del presente Atto costitutivo, e suoi allegati, che non sia risolta per via negoziale, sarà sottoposta al Consiglio a meno che le Parti interessate non convengano su di un diverso modo di risoluzione. Qualora la vertenza interessi specificatamente un Membro non rappresentato in seno al Consiglio, tale Membro avrà diritto a farsi rappresentare conformemente alle disposizioni che il Consiglio adotterà.

b) Qualora la vertenza non venga risolta in base alle disposizioni di cui al paragrafo 1 a) con piena soddisfazione di una qualsiasi delle parti in causa, detta parte potrà sottoporre la questione:

vuoi i) se le parti sono d'accordo:

A) alla Corte internazionale di giustizia; o

B) ad un tribunale arbitrale;

vuoi ii) diversamente, ad una commissione di conciliazione.

Le norme regolanti le procedure ed il funzionamento del tribunale arbitrale e della commissione di conciliazione sono enunziate all'Allegato III del presente Atto costitutivo.

2. Conferenza e Consiglio sono abilitati entrambi, previa autorizzazione dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite,

a chiedere alla Corte internazionale di giustizia di esprimere un parere consultivo su qualsiasi questione giuridica che si ponga nell'ambito delle attività dell'Organizzazione.

Articolo 23

Emendamenti

1. Successivamente alla seconda seduta ordinaria della Conferenza, qualsiasi Membro potrà, in qualunque momento, proporre emendamenti al presente Atto costitutivo. Il testo degli emendamenti proposti sarà prontamente trasmesso a tutti i Membri da parte del Direttore generale, e sarà preso in esame dalla Conferenza solo allo scadere di novanta giorni dallo invio di detto testo.
2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, ogni emendamento entrerà in vigore e sarà vincolante nei confronti di tutti i Membri allorché;
 - a) il Consiglio l'avrà raccomandato alla Conferenza;
 - b) Sarà stato approvato dalla Conferenza alla maggioranza dei due terzi di tutti i Membri; e
 - c) I due terzi dei Membri avranno deposto strumenti di ratifica, accettazione o approvazione di detto emendamento presso il Depositario.
3. Qualsiasi emendamento relativo agli artt. 6, 9, 10, 13, 14 o 23 o relativo all'Allegato II entrerà in vigore e sarà vincolan-

te nei confronti di tutti i Membri allorché:

a) Il Consiglio l'avrà raccomandato alla Conferenza alla maggioranza dei due terzi di tutti i suoi membri;

b) Sarà stato approvato dalla Conferenza alla maggioranza dei due terzi di tutti i suoi Membri; e

c) Tre quarti dei Membri avranno deposto strumenti di ratifica, accettazione o approvazione di detto emendamento presso il Depositario.

Articolo 24

Firma, ratifica, accettazione, approvazione e adesione

1. Il presente Atto costitutivo sarà aperto alla firma di tutti gli Stati contemplati al capoverso a) dell'Art.3 presso il Ministero federale Affari Esteri della Repubblica d'Austria fino al 7 ottobre 1979, e successivamente presso la Sede della Organizzazione delle Nazioni Unite, a New York, fino alla data di entrata in vigore dell'Atto costitutivo suddetto.

2. Il presente Atto costitutivo sarà oggetto di ratifica, accettazione o approvazione da parte degli Stati firmatari. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione di tali Stati saranno depositati presso il Depositario.

3. Successivamente all'entrata in vigore del presente Atto costitutivo conformemente al paragrafo 1 dell'Art.25, gli Stati contemplati al capoverso a) dell'Art.3 che non avranno

firmato l'Atto costitutivo, come pure gli Stati la cui domanda di ammissione sarà stata approvata conformemente al capoverso b) di detto Articolo, potranno aderire al presente Atto costitutivo depositando uno strumento di adesione.

Articolo 25

Entrata in vigore

1. Il presente Atto costitutivo entrerà in vigore allorché almeno ottanta Stati che abbiano depositato il proprio strumento di ratifica, accettazione o approvazione avranno avvertito il Depositario che, dopo essersi consultati, sono d'accordo affinché il presente Atto costitutivo entri in vigore.

2. Il presente Atto costitutivo entrerà in vigore:

a) Per gli Stati che abbiano proceduto alla notifica contemplata al paragrafo 1, alla data di entrata in vigore del presente Atto costitutivo;

b) Per gli Stati che abbiano depositato il proprio strumento di ratifica, accettazione o approvazione prima della entrata in vigore del presente Atto costitutivo, ma che non abbiano provveduto alla notifica di cui al paragrafo 1, alla successiva data in cui avranno informato il Depositario della entrata in vigore del presente Atto costitutivo nei loro confronti;

c) Per gli Stati che abbiano depositato il proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione dopo

l'entrata in vigore del presente Atto costitutivo, alla data di detto deposito.

Articolo 26

Disposizioni transitorie

1. Il Depositario convocherà la prima sessione della Conferenza che dovrà tenersi entro tre mesi dall'entrata in vigore del presente Atto costitutivo.
2. Le norme ed i regolamenti che regolano l'organizzazione creata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite con la risoluzione 2152 (XXI) vigeranno sull'Organizzazione ed i suoi organi fino a che nuove disposizioni non saranno adottate da questi ultimi.

Articolo 27

Riserve

Nessuna riserva potrà essere formulata riguardo al presente Atto costitutivo.

Articolo 28

Depositario

1. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite costituisce il depositario del presente Atto costitutivo.
2. Il Depositario informerà gli Stati interessati ed il Direttore generale di qualsiasi questione inerente al presente Atto costitutivo.

Articolo 29

I testi in inglese, arabo, cinese, spagnolo, francese e russo del presente Atto costitutivo fanno ugualmente fede.

ALLEGATO I

Liste di Stati

1. Se uno Stato non contemplato in nessuna delle seguenti liste diviene Membro dell'Organizzazione, la Conferenza deciderà, previa appropriate consultazioni, in quale di dette liste tale paese dovrà essere iscritto.
2. Previa appropriate consultazioni, la Conferenza potrà, in qualsiasi momento, modificare la classifica di un Membro nelle seguenti liste.
3. Le modifiche apportate alle seguenti liste conformemente ai paragrafi 1 e 2 non saranno considerate quali emendamenti al presente Atto costitutivo ai sensi delle disposizioni dell'Art.23.

Liste

(Le liste di Stati da inserire nel presente Allegato da parte del Depositario sono quelle stabilite dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite ai fini del paragrafo 4, sezione II della sua risoluzione 2152 (XXI) e valide alla data dell'entrata in vigore del presente Atto costitutivo)

ALLEGATO II

Bilancio ordinario

A. 1. Le spese amministrative e di ricerca e le altre spese ordinarie dell'Organizzazione comprenderanno:

a) Le spese relative ai consulenti inter-regionali e regionali;

b) Le spese relative ai servizi di consulenza a breve termine forniti dai funzionari dell'Organizzazione;

c) Le spese relative alle riunioni, comprese le riunioni tecniche, previste dal programma di lavoro finanziato attraverso il bilancio ordinario dell'Organizzazione;

d) Le spese a sostegno del programma inerenti a progetti di assistenza tecnica, nella misura in cui tali spese non sono rimborsate all'Organizzazione dalla fonte di finanziamento di detti progetti.

2. ~~Proposte~~ concrete conformi alle disposizioni di cui sopra saranno attuate previo esame da parte del Comitato Programmi e bilanci, adozione da parte del Consiglio e approvazione da parte della Conferenza conformemente all'Art.14.

B. Onde rendere più efficace il programma di lavoro dell'Organizzazione nel campo dello sviluppo industriale, il bilancio ordinario finanzia anche altre attività fin qui imputate sul capitolo 15 del bilancio ordinario dell'Organizzazione delle

Nazioni Unite fino a concorrenza di un 6% sul totale del bilancio ordinario. Tali attività saranno destinate a rafforzare il contributo dell'Organizzazione al sistema di sviluppo delle Nazioni Unite, considerate l'importanza di ricorrere al meccanismo di programmazione per paese del Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo - subordinato al consenso dei paesi interessati - quale quadro di riferimento per dette attività.

ALLEGATO III

Norme relative ai tribunali arbitrali e
alle commissioni di conciliazione

Salvo decisione avversa di tutti i Membri parti in causa in una vertenza che non sia stata risolta conformemente alle disposizioni dell'Art.22, paragrafo 1 e che sia stata sottoposta all'esame di un tribunale arbitrale conformemente alle disposizioni dell'Art. 22, paragrafo 1 b)i)B) o ad una commissione di conciliazione conformemente alle disposizioni del paragrafo 1b)ii), le norme relative alle procedure ed al funzionamento di detti tribunali e commissioni sono le seguenti:

1. Avvio della procedura

Entro tre mesi dal momento in cui il Consiglio avrà espletato l'esame di una vertenza sottopostagli conformemente alle disposizioni dell'Art.22 paragrafo 1a), o, qualora tale esame non fosse espletato, entro 18 mesi dall'inoltro della vertenza, tutte le parti in causa potranno, nei 21 mesi successivi a detto inoltro, informare il Direttore generale che desiderano sottoporre la vertenza in questione ad un tribunale arbitrale, oppure una qualsiasi delle parti in causa potrà informare il Direttore generale che desidera sottoporre la vertenza ad una commissione di conciliazione. Qualora le parti convengano un diverso modo di risoluzione, esse potranno informarne il Direttore generale entro tre mesi dall'espleta-

mento della relativa procedura speciale.

2. Istituzione del tribunale o della commissione

a) Le parti in causa nella vertenza nomineranno all'unanimità, a seconda del caso, tre arbitri o tre conciliatori, e designeranno uno di questi quale Presidente del tribunale o della commissione.

b) Qualora, entro tre mesi dalla notifica contemplata al paragrafo 1 di cui sopra, non si sia provveduto a nominare come sopra uno o più membri del tribunale o della commissione, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite nominerà, su richiesta di una qualsiasi delle parti, entro tre mesi da detta richiesta, i membri mancanti, Presidente compreso.

c) Qualora un posto si renda vacante in seno al tribunale o alla commissione, ad esso si provvederà entro un mese, conformemente al capoverso a), o successivamente conformemente al capoverso b).

3. Procedure e funzionamento

a) Tribunale e commissione fisseranno la propria procedura. Qualsiasi decisione su questioni di procedura o di merito potrà esser presa a maggioranza dei membri.

b) I membri del tribunale o della commissione saranno remunerati conformemente al regolamento finanziario dell'Organiz-

zazione. Il Direttore generale fornirà i servizi di segreteria necessari, consultandosi col Presidente del tribunale o della commissione. Tutte le spese relative al tribunale, alla commissione ed ai rispettivi membri, salvo le spese delle parti in causa, saranno a carico dell'Organizzazione.

4. Sentenze e rapporti

a) Il tribunale arbitrale concluderà il procedimento con una sentenza che sarà vincolante per tutte le parti.

b) La commissione di conciliazione concluderà il procedimento con un rapporto che trasmetterà a tutte le parti in causa e che racchiuderà raccomandazioni di cui tutte le parti dovranno tenere il massimo conto.